

# Lutter contre la chasse aux chômeurs, c'est aussi protéger son salaire !

en bref

En 1986, Coluche, en préambule à la chanson des restos du cœur, avait écrit :

« À tous les recalés de l'âge et du chômage  
Les privés du gâteau, les exclus du partage  
Si nous pensons à vous, c'est en fait égoïste  
Demain nos noms peut-être grossiront la liste »  
Mais même celui qui aurait la chance de ne  
jamais tomber au chômage a intérêt à défendre  
les sans emploi. Voici pourquoi.

Luca Ciccia ;  
<luca.ciccia@  
acv-csc.be>

Luttant contre les exclusions, le Collectif se devait de réagir en prenant l'initiative de la plate-forme contre la chasse aux chômeurs et en mettant à disposition de celle-ci son animateur, Yves Martens, afin qu'il y consacre beaucoup d'énergie. Mais si nos préoccupations vont d'abord aux plus exclus - sans emplois, sans revenus, sans domicile ... - ce combat s'inscrit dans une lutte bien plus large.

Bien sûr les allocations de chômage sont indispensables en cas de perte de travail et ce seul souci de solidarité suffisait à lui seul à justifier notre ancien système de sécurité de revenus. Mais si l'on considère que le plan de chasse aux chômeurs est une attaque contre notre sécurité sociale, c'est bien parce que le chômage est bien plus que de la charité. Son utilité est bien plus grande et nous sert tous. Et ceux qui ont adhéré au texte fondateur de la plate-forme se souviennent sûrement du deuxième point de cet appel : « *Nous refusons ce plan, dont le but véritable n'est pas de créer de l'emploi, mais de faire baisser l'ensemble des salaires et des conditions de travail* ». Simple formule langagière ou objectif réel de nos gouvernements ? Mais plus important encore, pourquoi baisser les salaires ?

## 1. Marx est toujours d'actualité

S'il est plus connu pour les élucubrations et

crimes de ceux qui s'en sont désignés héritiers, il demeure que la théorie de la valeur de Marx est toujours très utile pour comprendre la raison profonde de ces politiques libérales. Selon Marx, la valeur d'un bien ne peut se mesurer exclusivement par la loi de l'offre et de la demande. Cette « loi » conduit en effet à instaurer des prix qui ne reflètent pas la réalité de l'effort réel produit pour réaliser ce bien. Marx introduit alors la notion de valeur d'échange.

Pour qu'un travailleur soit honnêtement rétribué, il faut que son salaire soit au moins égal à la valeur réelle de l'objet qu'il produit. Dans l'analyse marxiste, l'exploitation capitaliste résulte donc d'une rémunération qui n'est pas en rapport avec la valeur réelle de la production, mais calculée au plus juste de façon à reproduire la force de travail. La survie, ni plus, ni moins. Donc pour chaque production, il demeure une différence entre le salaire versé et la valeur réelle de la production. Cette différence est la plus-value que le capitaliste s'approprie, « confisque », pour accroître ses profits, son capital.

Alors que les conditions de travail sont insupportables, Marx constate que les ouvriers du 19<sup>ème</sup> siècle ne parviennent pas à obtenir des salaires décents. Il explique cette passivité de deux manières.

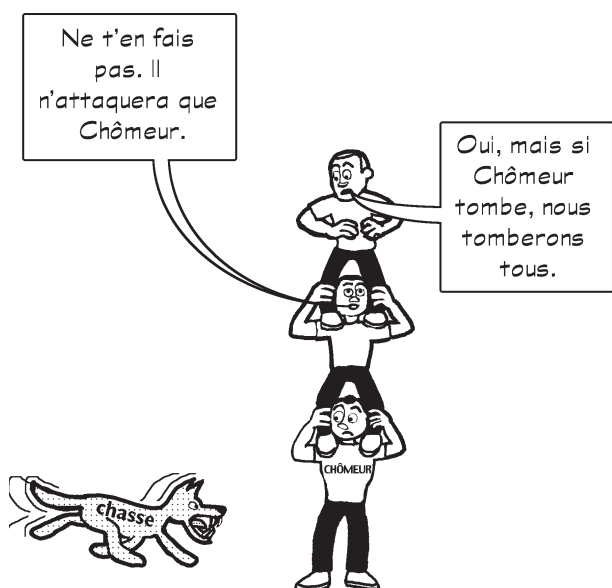
Il pointe d'abord l'isolement du travailleur dû au contrat de travail. En individualisant la relation à l'employeur, il empêche la négociation collective des salaires, il empêche toute prise de conscience de « classe » chez les ouvriers. L'autre explication nous intéresse particulièrement en ce début de 21<sup>ème</sup> siècle. Marx nous explique que pour maintenir un rapport de force favorable et donc inégal avec le « prolétariat », les capitalistes s'appuient alors sur les bataillons de chômeurs qui remplissent les faubourgs des villes. Ceux-ci constituent une « armée de réserve » industrielle dans laquelle le patron d'alors puise allègrement pour remplacer ceux qui oseraient braver sa toute-puissance.

Plate-forme chômage

## 2. Le néolibéralisme à l'assaut des acquis sociaux

Dans nos sociétés social-démocrates, l'extension du syndicalisme contraria le piège de l'individualisation des relations de travail et permit la négociation collective. C'est ensuite grâce à elle que l'on put récupérer notre juste salaire basé sur une répartition équitable des fruits de la productivité. Quant au piège de « l'armée de réserve », il fut contenu lors de la création de la sécurité sociale et de son volet « assurance-chômage » dans un contexte international favorable aux revendications syndicales...

Mais depuis les années 80 et le retour en force des idées libérales néoclassiques, on constate une volonté de miner les relations collectives de travail. L'exemple le plus abouti nous vient de Grande-Bretagne, qui vit sa première ministre, M<sup>me</sup> Thatcher, mettre autant d'énergie à « casser » du syndicat, qu'à aider son ami Pinochet... Mais l'ensemble de l'Europe est touché par cette vague de désyndicalisation (la Belgique reste une des exceptions en terme de couverture syndicale) qui commence maintenant à faire sentir ses effets.



De plus, c'est dorénavant par le haut que la lutte pour la plus-value continue. C'est par l'Europe et la stratégie de Lisbonne que la lutte pour l'appropriation de la plus-value se fait au détriment des salariés et allocataires sociaux. Outre l'attaque contre les relations collectives, les néolibéraux s'attaquent maintenant aux systèmes nationaux d'assurance-chômage. Le calcul est simple. S'il y a plus de chômeurs insécurisés, il y a pression sur les salaires et donc augmentation de la part des profits. Ce ne sont pas des gauchistes illuminés qui le disent, mais bien les économistes libéraux eux-mêmes ! Pour en juger, intéressons-nous au contenu de la stratégie européenne pour l'emploi.

## 3. Baisser les salaires, augmenter le profit

Il suffit de lire les lignes directrices de cette stratégie pour constater que l'objectif n'est pas de réduire le chômage mais d'améliorer l'employabilité. Il s'agit d'augmenter la participation sur le marché du travail en « activant » les chômeurs, les (pré-)pensionnés, les femmes... Dans un précédent article<sup>1</sup>, nous avons déjà fait le lien entre ces politi-

ques et la fumeuse théorie néoclassique du marché du travail. Cette loi du marché du travail implique que toute « rigidité » conduit à fixer des salaires au-delà du salaire d'équilibre entre la demande de travail et l'offre de travail.

Le nombre de chômeurs a donc un impact direct sur le salaire. Si les chômeurs sont nombreux, cela contribuera à diminuer le salaire d'équilibre car ils sont en situation d'accepter des salaires moins élevés. Mais pour que cette pression soit la plus efficace possible, encore faut-il que ces chômeurs exercent une pression effective sur les salaires des actifs.

(1) Voir  
Stratégie néo-  
libérale pour  
l'emploi,  
journal n°45,  
p. 14.

Plate-forme chômage

BER

(2) Layard Richard, Nickell Stephen, Jackman Richard, *Unemployed. Macroeconomic performance and the labour Market, Oxford University Press, 1991, p. 34.*

(3) Krugman, 1994, cité par Raveaud, 2004, *Economie politique de la stratégie européenne pour l'emploi, thèse de doctorat, mimeo, Université de Nanterre, Paris.*

C'est là qu'intervient l'activation. En obligeant les vieux, les jeunes, les femmes, les chômeurs à chercher activement, à se former en permanence, on permet une réelle mise en concurrence de tous contre tous.

Ironie de l'histoire, la théorie de Marx est reprise à leur compte par les économistes libéraux. L'exemple de Layard ne nous étonnera pas. Economiste renommé, il est devenu conseiller auprès du cabinet de T. Blair. Empreint d'un cynisme exaspérant, voilà comment il parle de l'activation des chômeurs, de leur chasse : « *si les chômeurs recherchent plus ardemment, il en faudra moins pour maîtriser la pression salariale* »<sup>2</sup>.

En effet, si une grande part des chômeurs recherche de manière très active, la pression sur les salaires sera suffisante pour qu'on n'ait même pas à se préoccuper de ceux qui ne cherchent pas et se voient ainsi exclus. L'objectif principal est atteint, faire pression sur les salaires. La grande armée de réserve de Marx est ainsi ressuscitée. Pour les libéraux, une grande quantité de chômeurs ne suffit pas, il faut surtout les activer pour que la concurrence soit réelle.

Ce petit développement me permet de répondre aux deux questions de départ en un rapide question-réponse :

- Pourquoi chasser les chômeurs ? Pour faire pression sur les salaires.  
Comment ça marche ? Très simplement, si l'employé actuel n'est pas content, le chômeur insécurisé prendra sa place pour moitié prix, et les heures supplémentaires en prime !
- Pourquoi chasser les chômeurs en les « activant » ? Pour baisser les « coûts » du travail et ainsi augmenter la part des profits.

Lutter contre la chasse aux chômeurs, c'est donc lutter contre la cupidité de quelques-uns, c'est lutter pour les droits des chômeurs, mais c'est aussi lutter pour son propre emploi quand on a la chance d'en avoir un, pour son propre salaire et pour ses conditions de travail personnelles. Je conclus en citant l'économiste libéral Krugman : « *La théorie, l'expérience et les preuves économétriques suggèrent, tous, que les pays avec un haut niveau*

*de chômage peuvent abaisser ce taux à un taux naturel en réduisant la générosité et la durée des allocations, ce qui accroîtra le désespoir des chômeurs qui devront chercher un boulot* »<sup>3</sup>.

Pour baisser le chômage, il faudrait augmenter le désespoir des chômeurs. En effet, c'est désespérant...